



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

HBP/2000/6  
10 juillet 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS

Point 6 de l'ordre du jour provisoire  
de la soixante et unième session  
(Genève, 18 et 20 septembre 2000)

PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL

Introduction

1. La présente note contient des renseignements destinés à aider le Comité à examiner et à établir son programme de travail, la durée de chaque activité et ses méthodes de travail. Le bureau du Comité s'est réuni deux fois entre la soixantième et la soixante et unième session du Comité pour examiner le programme de travail et faire le point sur son exécution.
2. Le programme de travail révisé est présenté à l'annexe I. Chaque élément de programme a une durée déterminée. Lorsqu'il examinera son programme de travail, le Comité devrait garder à l'esprit qu'il convient que celui-ci soit conforme aux intérêts réels des pays membres et réponde à leur volonté de contribuer à sa mise en œuvre en fournissant des services d'experts et des ressources humaines et financières.
3. À sa cinquante-quatrième session, la Commission a approuvé le nouveau système d'établissement d'un ordre de priorité entre les programmes de travail de chacun de ses organes subsidiaires principaux proposé par le Groupe d'experts (E/1999/37-E/ECE/1374, par. 27). Le bureau du Comité a examiné la question et établi à l'intention du Comité un projet de formulaire (annexe II) pour examen et approbation.
4. À la session du Comité, le secrétariat fera rapport sur la situation du Fonds d'affectation spéciale pour les établissements humains en 2000 (dépenses et solde). Il importe de souligner que sans ce fonds, le Comité n'aurait pas été en mesure de mener à bien son programme de travail.

Cela étant, les ressources du Fonds doivent être maintenues à un niveau qui permette au Comité de s'acquitter de sa tâche. Il importe donc que les pays versent au Fonds soit des contributions générales, soit des contributions expressément destinées à des éléments de programme déterminés.

5. Un calendrier provisoire des réunions est présenté à l'annexe III.

Décisions que pourrait prendre le Comité

6. À la lumière des débats, le Comité souhaitera peut-être :

- a) Prendre note des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de travail;
- b) Mettre à jour et adopter son programme de travail présenté à l'annexe I et compte tenu des enjeux spécifiés dans la stratégie;
- c) Adopter le formulaire d'établissement de l'ordre des priorités présenté à l'annexe II;
- d) Engager les gouvernements à verser au Fonds d'affectation spéciale pour les établissements humains soit des contributions générales, soit des contributions expressément destinées à des éléments de programme déterminés.

Annexe I

## PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL

## SOUS-PROGRAMME 10 – ÉTABLISSEMENTS HUMAINS

10.1.1 Monographies nationales sur le logement

Exposé succinct : Le secteur du logement a un rôle déterminant à jouer pour garantir le succès du développement économique et social dans la région de la CEE et du processus de réforme des pays en transition. Dans le même temps, le passage à l'économie de marché a eu de profondes répercussions sur la mise en œuvre et la gestion de la politique du logement. Ce projet constitue pour les gouvernements un moyen d'analyser leurs politiques du logement ainsi que leurs stratégies du logement, leurs stratégies, cadres institutionnels et financiers concernant le secteur du logement et de comparer les progrès réalisés au niveau international. Les monographies sont axées sur les processus. Elles consistent essentiellement en une étude analytique du secteur du logement élaborée par des experts internationaux indépendants. Elles s'appuient sur les travaux du Comité dans le domaine des statistiques du logement et de la construction. Les recommandations visant à améliorer les politiques et les pratiques représentent un volet essentiel du programme. Les monographies nationales visent aussi à fournir des informations aux investisseurs potentiels.

Travail fait : Les monographies sur le secteur du logement de la Bulgarie, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Lituanie ont été publiées. Un fichier d'experts internationaux a été établi. L'équipe internationale d'experts chargés de l'étude sur le secteur du logement de la Roumanie a effectué deux missions en mai et juillet 2000\*. Le projet concernant les monographies nationales est présenté sur le site Web (<http://www.unece.org/env/hs/cph>).

Travail à faire : Le Comité poursuivra les activités relatives à l'établissement de monographies nationales du logement. Une sixième étude sera entreprise à l'automne. Il est prévu qu'une équipe internationale d'experts effectue une mission d'enquête aux fins de la prochaine étude en janvier 2001. La possibilité d'organiser des ateliers ou des réunions spéciales d'experts et d'examiner les résultats de l'exécution de projets ainsi que de diffuser les enseignements qui s'en dégagent dans les pays de la CEE sera étudiée. Un programme de suivi des études entreprises sera mis à l'essai. La coopération avec Habitat, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Union européenne et la Banque mondiale sera maintenue et renforcée.

Durée : 2000-2003.

10.1.2 Amélioration des performances environnementales en milieu urbain

Exposé succinct : Les entités locales et les villes sont d'excellents points de départ pour la promotion de modes de consommation durables. De nombreuses initiatives ont déjà été lancées

---

\* Un atelier sur le financement des logements s'est tenu en Roumanie (en janvier 2000) afin d'établir la monographie concernant ce pays.

en milieu urbain pour sensibiliser le public aux incidences sur l'environnement des comportements individuels en matière de consommation, favoriser les produits écologiquement rationnels et encourager l'exploitation durable de l'énergie, de l'eau, des matières premières et des sols par les particuliers comme par les collectivités. Il n'est plus à démontrer qu'une gestion des transports urbains et régionaux respectueuse de l'environnement associée à un aménagement durable de l'espace aux niveaux central, régional et local peut déboucher sur une diminution très sensible des répercussions sur la santé, les ressources naturelles et l'environnement tout en améliorant la qualité de la vie et les résultats économiques. L'intégration des politiques d'utilisation des sols et des politiques de transports locaux exige une réflexion et une action concertées dans tous les domaines d'intervention des pouvoirs publics et à tous les niveaux de la prise de décisions.

Travail fait : En coopération avec le Comité des politiques de l'environnement, un atelier sur l'encouragement des initiatives locales en faveur des modes de consommation durables s'est tenu à Vienne en février 1998. Comme suite à cet atelier, un groupe directeur mixte sur les modes de transport urbains et la planification de l'utilisation des sols a été établi. À sa première réunion, tenue à Lyon (France), le groupe directeur a établi un programme de travail détaillé (HBP/2000/8).

Travail à faire : Un atelier sera organisé en 2001 conjointement avec le Comité des politiques de l'environnement de la CEE. L'atelier se penchera sur les données d'expérience concrètes en matière de gestion des transports urbains respectueuse de l'environnement, associée à un aménagement durable de l'espace. À partir des résultats de l'atelier, des directives seront établies à l'intention des gouvernements et présentées à une réunion commune des bureaux des deux comités, puis, si ceux-ci en conviennent, à la cinquième Conférence ministérielle "Un environnement pour l'Europe".

Durée : 2000-2002.

#### 10.1.3 Enregistrement des biens fonciers et marchés fonciers

Exposé succinct : Un bon système d'enregistrement des biens fonciers est essentiel pour garantir la sécurité de jouissance ou les droits de propriété, assurer l'efficacité des politiques du logement ou promouvoir, dans les pays en transition, des réformes allant dans le sens de l'économie de marché; son importance est également capitale dans la perspective de l'intégration européenne. Il s'agit d'aider les pays en transition à réformer leur cadastre et leurs fichiers d'enregistrement des biens fonciers et de les faire bénéficier d'informations sur la modernisation des systèmes d'administration des biens fonciers dans les pays à économie de marché développée et les enseignements qui s'en dégagent; cela passe par l'éducation et la formation, la recherche-développement, l'échange de données d'expérience, le transfert de technologies et la normalisation.

Travail fait : L'inventaire des systèmes d'administration des biens fonciers en Europe et en Amérique du Nord a été publié en 1999 et l'étude sur les aspects déterminants de l'enregistrement des biens fonciers et de la législation sur le cadastre a été établie et publiée avec l'aide du cadastre britannique. Trois ateliers ont été tenus : sur le cadastre moderne (Bonn (Allemagne), mars 1999); sur l'enregistrement des biens fonciers (Londres (Royaume-Uni), septembre 1999) et

sur les relations entre le secteur public et le secteur privé dans l'établissement des systèmes d'enregistrement des biens fonciers (Tirana (Albanie), mars 2000).

Travail à faire : Le Groupe de travail de l'administration des biens fonciers s'attachera à promouvoir l'application concrète des Directives CEE relatives à l'administration des biens fonciers (ECE/HBP/96) dans les pays en transition, grâce notamment à différents types d'activités opérationnelles dans ces pays. Dans le cadre d'une coopération avec le PNUD, il est envisagé d'envoyer en 2000 une équipe d'experts internationaux en Arménie pour évaluer la réforme de l'administration des biens fonciers dans ce pays. Une étude de la structure actuelle de la propriété foncière et de la législation en vigueur pour restreindre/limiter la vente de biens dans les pays de la CEE sera élaborée. Un atelier sur les mécanismes de sécurité dans la création de marchés de biens immobiliers sera organisé à Madrid (Espagne) les 28 et 29 septembre 2000. Des ateliers sont prévus pour 2001 en Suède et en Arménie. La deuxième session du Groupe de travail de l'administration des biens fonciers se tiendra à Genève les 19 et 20 novembre 2001.

Durée : 2000-2002.

#### 10.1.4 Rénovation et gestion des logements

Exposé succinct : Cette activité donne l'occasion d'examiner de manière approfondie les politiques de rénovation urbaine et les problèmes de logement existants ou naissants, notamment en ce qui concerne le parc de logements existants et sa gestion. À la suite du processus de privatisation dans les pays en transition, la proportion de logements occupés par leurs propriétaires dans les immeubles collectifs a considérablement augmenté. Il est donc important d'instituer des droits de propriété, de définir des régimes de propriété mixte et d'analyser le statut juridique des immeubles en copropriété ainsi que leur cadre d'organisation et de gestion.

Travail fait : Une réunion consacrée au partenariat du secteur public et du secteur privé en matière de développement des établissements humains a été organisée à Manchester (Royaume-Uni) les 6 et 7 novembre 1999. Un atelier sur la rénovation urbaine et la modernisation des logements s'est tenu à Prague du 14 au 17 juin 2000.

Travail à faire : Une équipe spéciale et un groupe de référence seront mis en place pour établir des directives concrètes sur les immeubles en copropriété et traiter des principaux aspects des secteurs public et privé dans les pays en transition.

Durée : 2000-2002.

#### 10.1.5 Élaboration de statistiques des établissements humains

Exposé succinct : Le Comité, en collaboration avec la Conférence des statisticiens européens, élabore des statistiques internationales concernant les établissements humains et les améliore. De plus, il établit le Bulletin annuel de statistiques du logement et de la construction pour l'Europe et l'Amérique du Nord, qui paraît tous les deux ans.

Travail fait : Le Bulletin annuel de statistiques du logement et de la construction pour l'Europe et l'Amérique du Nord a été publié en 2000. Un site Web sur les statistiques des établissements humains (<http://www.unece.org/env/hs/bulletin/>) est en place depuis 1999.

Travail à faire : Le Comité préparera la prochaine livraison du Bulletin annuel de statistiques du logement et de la construction pour l'Europe et l'Amérique du Nord, qui sortira en 2002. Dans l'intervalle, les statistiques annuelles collectées grâce au questionnaire seront affichées sur le site Web. Le Comité et son bureau examineront la possibilité de mettre en place une base de données sur les indicateurs du logement pour la région de la CEE.

Durée : 2000-2003.

#### 10.1.6 Principales tendances caractérisant l'évolution de l'habitat

Exposé succinct : L'évolution de l'habitat recouvre toute une série de changements et de tendances qui ne sont pas toujours compatibles avec les principes de la durabilité. Une étude des principales tendances qui caractérisent l'évolution de l'habitat et la présentation des enseignements tirés par les pays de l'élaboration de politiques visant à assurer un développement plus durable des établissements humains permettront de mieux comprendre les forces qui influent sur les modes de développement des villes et les caractéristiques de l'application des politiques urbaines.

Travail fait : L'étude des Principales tendances caractérisant l'évolution de l'habitat (ECE/HBP/108), qui est le fruit de deux équipes spéciales, a été publiée. Elle a servi de document de base pour la huitième Conférence sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Un résumé de cette étude a été établi afin d'aider les participants à élaborer pour la Conférence les documents faisant état de leurs réactions. Cette conférence a été tenue à Madrid du 8 au 11 juin 1998. Une autre étude, intitulée Human Settlements Trends in Central and Eastern Europe (Tendances de l'habitat en Europe centrale et orientale) a été élaborée et publiée en octobre 1997 (ECE/HBP/105). Une équipe d'experts qui s'est rendue au Kirghizistan en juillet 1999 a établi une étude de pays intitulée "Des établissements humains compatibles avec un développement durable - aperçu général et recommandations" (HBP/2000/2) afin d'aider le Gouvernement kirghize à exécuter ses stratégies de développement humain.

Travail à faire : Les deux publications susmentionnées seront révisées tous les cinq ans et regroupées en un seul volume. Une conférence de recherche sera organisée au Royaume-Uni en 2002. Le Comité continuera à organiser l'échange de données d'expérience concernant l'application du Programme pour l'habitat.

Durée : 2000-2002.

Annexe IIPROJET DE FORMULAIRE DU COMITÉ DES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS DE  
LA CEE CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITÉSNote explicative :

Ces dernières années, le Comité des établissements humains a démontré qu'il était capable de rationaliser son programme de travail (10 éléments de programme en 1995, six éléments en 2000), ses méthodes de travail (le Comité a été le premier organe subsidiaire principal de la Commission à introduire le programme des ateliers et à adopter les directives y relatives). Comme suite à la décision de la Commission, il est à l'origine de l'adoption et de l'application d'une nouvelle forme de coopération avec les entreprises et les administrations locales qui a consisté à mettre en place un réseau consultatif pour le logement et la gestion urbaine en 1998. Le Comité a établi la Stratégie de la CEE pour une qualité de vie durable dans les établissements humains au XXI<sup>e</sup> siècle. Cette stratégie devrait lui offrir des orientations pour lui permettre de structurer et d'adapter en permanence son programme de travail dans les 5 à 10 premières années du nouveau millénaire.

Les activités du Comité revêtent une importance considérable pour tous les pays de la CEE. Il est essentiel que l'expérience des sociétés démocratiques en matière de développement durable, de droits de propriété, d'administration locale et de valeurs démocratiques se généralise dans toute la région de la CEE.

## SECTION 1 : ÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITÉS

No	Éléments de programme et activités	Rang dans l'ordre des priorités (Élevé, Moyen, Non Prioritaire)	Personnel de la catégorie des administrateurs (budget ordinaire)
1	Monographies nationales sur le logement	E	0,9
2	Amélioration des performances environnementales en milieu urbain	E	0,3
3	Enregistrement des biens fonciers et marchés fonciers	E	0,6
4	Rénovation et gestion des logements	E	0,3
5	Élaboration de statistiques des établissements humains	NP	0,1
6	Principales tendances caractérisant l'évolution de l'habitat	M	0,1

## SECTION 2 : OPTIONS CONCERNANT LES ACTIVITÉS

### A. Affectation d'un fonctionnaire supplémentaire au Comité (qui en compterait trois au lieu de deux)

Le Comité serait en mesure de promouvoir plus efficacement l'amélioration des conditions de vie dans la région de la CEE en préconisant la gouvernance démocratique, une forte participation du public et la sécurité des droits de propriété selon les lignes définies dans la Stratégie de la CEE pour une qualité de vie durable dans les établissements humains au XXI<sup>e</sup> siècle et la Déclaration ministérielle.

Il serait possible, entre autres :

a) De mener à bien deux monographies nationales du logement par an (au lieu d'une);  
ou

b) D'intensifier les activités d'administration foncière et d'établir un nouveau mode d'organisation de la coopération avec la Banque mondiale, l'UE et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur ces questions.

### B. Suppression d'un poste (le comité compterait un fonctionnaire au lieu de deux)

Le Comité aurait du mal à exécuter les tâches définies dans son mandat et relevant de sa compétence.



Annexe III

CALENDRIER PROVISOIRE DES RÉUNIONS\*

Réunions

17-19 novembre 2001	Genève	Soixante-deuxième session du Comité des établissements humains
---------------------	--------	--

19-20 novembre 2001	Genève	Deuxième session du Groupe de travail de l'administration des biens fonciers
---------------------	--------	--

-----

---

\* Les réunions du bureau et des équipes spéciales ainsi que les autres consultations informelles ne sont pas mentionnées.